

La province priée de mettre en oeuvre les recommandations du rapport Tulloch

PUBLIÉ Le 16 août À 12 H 06



Julian Falconer, avocat de Dafonte Miller et membre de la coalition.
Photo: Radio-Canada/Jean-Philippe Nadeau

Une coalition de groupes communautaires et de groupes de défense des droits et intérêts presse le gouvernement ontarien et les organismes de surveillance de la police de mettre en oeuvre le plus rapidement possible les recommandations du rapport Tulloch.

En avril, le document exhortait la province à rendre ces organismes plus impartiaux, plus transparents et dignes de confiance.

La coalition et la Commission ontarienne des droits de la personne indiquent avoir été motivées par l'affaire Dafonte Miller.

La coalition demande maintenant à la province de modifier la loi pour :

- clarifier le processus de notification de l'Unité des enquêtes spéciales (UES) et l'obligation des services de police de collaborer avec l'UES
- permettre à l'UES d'acheminer vers le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police (BDIEP) les affaires d'inconduite de policiers
- permettre au BDIEP de procéder à des enquêtes dans l'intérêt du public même si aucune plainte n'a été déposée.

<<L'affaire Dafonte Miller soulève des questions de discrimination systémique et de mécanismes inefficaces de responsabilisation des services de police.>>

- Renu Mandhane, commissaire en chef, Commission ontarienne des droits de la personne

L'avocat qui représente Dafonte Miller et qui est aussi membre de la coalition, Julian Falconer, déplore également la façon dont les services de police de Toronto et de la région de Durham ont agi dans l'affaire Dafonte Miller.

<<La façon calculée, cruelle et inadmissible dont ils ont délibérément évité que ne soit menée une enquête de l'UES constitue l'exemple le plus criant de l'inefficacité du processus d'enquête indépendante des incidents mettant en cause des policiers.>>

- Julian Falconer, avocat représentant Dafonte Miller et membre la coalition

La famille de Dafonte Miller a d'ailleurs officiellement déposé une plainte, mercredi, auprès du Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police (BDIEP) contre les services de police de Toronto et de la région de Durham, exigeant une enquête complète sur cette affaire.

En plus des changements législatifs qu'elle réclame, la coalition presse aussi l'UES, le BDIEP et la Commission civile de l'Ontario sur la police (CCOP) de:

- former obligatoirement leur personnel, en partenariat avec des organismes communautaires, dont des organisations autochtones
- compiler les données démographiques, donc celles relatives à la race
- établir des partenariats avec les organisations autochtones